



Antidémocratique l'Europe ?

Les « technocrates de Bruxelles » nous gouverneraient à leur guise. C'est ce qu'affirment les eurosceptiques. Le sociologue angevin Albrecht Sonntag réfute la thèse d'un exécutif incontrôlable.

Par Albrecht SONNTAG*

albrecht.sonntag@essca.fr

Les épouvantails les plus efficaces que puissent brandir les eurosceptiques de tous bords sont les « technocrates de Bruxelles » qui, paraît-il, nous gouvernent sans contrôle. L'accusation est ancienne, la formule ne veut pas dire grand-chose. La thèse d'un exécutif incontrôlable ne résiste évidemment pas à l'analyse impartiale. Et pourtant, le slogan fonctionne à merveille, car il révèle une peur propre à tous les citoyens de

**La thèse
d'un exécutif
incontrôlable
ne résiste pas
à l'analyse**

toutes les démocraties : celle d'être dépossédés de leur droit et de leur pouvoir.

Le « déficit démocratique » dont on accable si souvent l'Union européenne naît du sentiment que des choix formulés démocratiquement au sein des États membres se trouvent affectés, voire contredits, par des cadres réglementaires fixés au niveau européen par on ne sait qui. Or, les lois européennes – qui, il est vrai, ont des implications contraignantes sur ce qui se passe au sein des États membres – sont décidées et votées exclusivement par des gouvernements nationaux et des députés européens que nous avons élus par des procédures démocratiques parfaitement transparentes.

Et si l'on entend par démocratie avant tout une manière pacifique de définir une majorité politique, l'abolition de la loi du plus fort et la prohibition des discriminations contre des minorités, il faut reconnaître qu'elle est plutôt bien réalisée au sein de l'Union. Il n'y

a pas d'hégémonie, aucun État membre ne peut dicter sa loi, chacun est contraint de trouver des alliés pour la défense de ses intérêts.

Comment se fait-il alors que l'évocation de la prétendue « technocratie bruxelloise » nous met si facilement mal à l'aise ? C'est probablement parce que nous sommes mal armés pour affronter la complexité de l'Europe d'aujourd'hui qui, en fait, souffre moins d'un déficit démocratique que d'un déficit de simplification. Les systèmes politiques nationaux des démocraties mûres sont aussi assez compliqués, mais ils bénéficient d'une éducation civique permanente, conduite d'abord par l'école, puis tout au long d'une vie de citoyen par les

partis politiques et les médias. Or, les deux derniers peinent à voir plus loin que le bout de leur lorgnette nationale.

A vrai dire, ils ont autant de mal que nous à imaginer qu'une forme de démocratie puisse fonctionner au-delà du niveau national. L'histoire de ces siècles derniers a produit dans nos têtes une sorte d'équation entre démocratie et le cadre de l'État nation. En même temps, nous savons très bien qu'il y a de plus en plus de problèmes urgents qu'il est impossible de résoudre dans notre petit pré carré national.

Devant ce dilemme, nous sommes pris par le doute. Et nous nous exprimons de manière parfaitement

contradictoire. Nous nous plaignons du manque de démocratie mais nous sommes de moins en moins nombreux à voter lorsque l'occasion nous est donnée. Or, c'est là que réside de toute évidence la clé pour « plus de démocratie » à l'échelle européenne.

***Albrecht Sonntag est titulaire de la chaire Intégration européenne à l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA).**

Les articles d'Albrecht Sonntag sont mis en ligne sur le site www.essca.fr.

Demain : une autre Europe est-elle possible ?